

Numéro 13 - 8 avril 2017

Joignez les manifestations contre l'attaque des États-Unis en Syrie

**Opposons-nous aux frappes américaines contre la Syrie!
Non à l'escalade du conflit militaire!
Bas les pattes de la Syrie!**



Calendrier d'événements

Joignez les manifestations contre l'attaque des États-Unis en Syrie

- Opposons-nous aux frappes américaines contre la Syrie! Non à l'escalade du conflit militaire! Bas les pattes de la Syrie!
- Faisons du Canada une zone de paix

Positions sur les frappes aériennes américaines

- Gouvernement des États-Unis
- Le gouvernement du Canada
- Le président et l'Assemblée du Peuple de Syrie
- Le président et des représentants de Russie

Positions sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie le 4 avril

- Le vice-premier ministre syrien dit que l'armée n'a pas eu recours et n'aura pas recours aux armes chimiques même contre les terroristes
- Informations provenant du ministère de la Défense de Russie
- Ce que les États-Unis ont dit lors de la réunion du 5 avril du Conseil de sécurité de l'ONU

Commentaires

- Un autre jugement précipité et dangereux en Syrie - *Robert Parry*
- Pourquoi les médias citent-ils un homme accusé d'enlèvement de journalistes comme source crédible sur l'attaque aux armes chimiques en Syrie? - *Ben Norton*

Joignez les manifestations contre l'attaque des États-Unis en Syrie

**Opposons-nous aux frappes américaines
contre la Syrie! Non à l'escalade du conflit militaire!
Bas les pattes de la Syrie!**



Piquet à Windsor le 7 avril 2017 contre les frappes américaines en Syrie

Les États-Unis ont lancé une attaque criminelle contre des cibles militaires syriennes à 20 h 40 le 6 avril. Cinquante neuf missiles d'attaque terrestre Tomahawk ont été lancés à partir de destroyers américains en mer Méditerranée et ont atteint des avions, des hangars, un réservoir de carburant, un entrepôt de munition, des systèmes de défense aérienne et un radar à la base aérienne d'Al-Chaayrate dans la province de Homs.

Cette base a joué un rôle important dans les récentes batailles de l'armée syrienne contre l'État islamique dans le centre, le nord et l'est de la Syrie pour libérer les villes de Palmyre, Raqqa, Deir ez-Zor et d'autres. Le gouverneur de Homs, Talal al-Barazi, a dit aux médias que l'attaque a fait cinq morts parmi les soldats et neuf parmi les civils, dont quatre enfants des villages avoisinants.

Le président impérialiste américain Donald Trump s'est servi de la mort de plusieurs civils suite à l'attaque aux armes chimiques du 4 avril, pour laquelle il blâme le président syrien Bachar el-Assad, pour lancer l'attaque. On rapporte que les armes chimiques en question appartenaient à des forces à la solde des impérialistes anglo-américains et que les gaz toxiques ont été libérés quand l'armée syrienne a attaqué ce qu'elle croyait être un dépôt d'armes des terroristes par une frappe aérienne dont les Russes avaient préalablement informé les Américains. Il est de plus en

plus évident que les armes chimiques étaient utilisées par des groupes terroristes comme partie d'une provocation délibérée pour blâmer le président syrien. Sans attendre une enquête sur qui a utilisé les armes chimiques, l'administration Trump a déclaré le gouvernement syrien coupable et a attaqué la base aérienne à partir de laquelle l'armée syrienne avait attaqué le dépôt d'armes en question.



Le but est de s'assurer qu'il n'y ait pas de règlement politique et pacifique du conflit syrien sous les auspices des Syriens eux-mêmes et des pays auxquels ils ont demandé de l'aide, notamment la Russie. L'attaque aux missiles a eu lieu après que 1000 soldats américains au sol aient envahi le pays au cours des dernières semaines, lesquels doivent être suivis de 1500 autres.[1] Le 1er avril, l'administration Trump a annoncé qu'elle ne divulguera plus le nombre de soldats américains en Syrie.

Les agences de nouvelles rapportent qu'il n'y aura pas d'autres frappes « avant qu'une autre décision soit prise ». La Russie, qui a été alertée à l'avance par les canaux militaires, a annoncé la suspension des communications militaires dites de « déconfliction », des voies de communication conçues pour prévenir des affrontements

accidentels des forces aériennes des deux pays en Syrie. Le lendemain, le gouvernement Trudeau a déclaré que « le Canada appuie entièrement » l'attaque américaine.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne fermement l'utilisation d'armes chimiques et la prise de civils pour cibles ainsi que le refus des États-Unis, du Canada et d'autres alliés de laisser le monde tirer les conclusions d'une enquête en bonne et due forme sur ce qui s'est passé pour traduire les responsables en justice suivant les procédures prévues par le droit international. Le PCC(M-L) appelle tous ses membres, sympathisants et amis et tous les Canadiens à condamner les frappes américaines menées sous l'enseigne d'idéaux supérieurs et à se joindre aux manifestations contre cette dangereuse escalade du recours à la force militaire et contre l'appui du Canada à cette escalade. Faisons du Canada une zone de paix !

Note

1. « Début de l'invasion terrestre de la Syrie par les États-Unis », *LML*, 25 mars 2017



Faisons du Canada une zone de paix

L'intervention américaine en Syrie est en violation de la charte de l'ONU et en tant que telle c'est un acte illégal. La Syrie n'a pas attaqué les États-Unis. Les États-Unis ne peuvent invoquer la légitime défense et l'action n'est pas autorisée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Malgré cette violation du droit international, tout comme le gouvernement de Trump, le gouvernement Trudeau dit que l'attaque est une obligation morale pour arrêter un dictateur brutal qui, dit-il, a utilisé des armes chimiques contre le peuple syrien. Trump et Trudeau présentent comme un fait

incontestable que le gouvernement syrien est responsable de l'utilisation d'armes chimiques contre la population de la ville de Khan Cheikhoun dans la province d'Idlib le 4 avril 2017. Cette attaque aurait tué plus de 70 personnes. C'est le prétexte invoqué par les criminels américains pour lancer des frappes aériennes contre la Syrie dans la nuit du 6 avril 2017, que le gouvernement du Canada a appuyées le lendemain.



Manifestation devant le consulat américain à Vancouver le 7 avril 2017

Une source principale de l'information et des images vidéo de cette attaque diffusées à répétition sur les chaînes de télévision câblées est le groupe appelé « Casques blancs ». Celui-ci prétend être une organisation de défense civile et pourtant depuis sa création par un mercenaire britannique en 2013 il est un défenseur invétéré de l'intervention militaire dans la forme d'une « zone d'interdiction de vol » américaine en Syrie. Les images et les séquences vidéo qu'il a produites servent toutes à appuyer les appels à une intervention militaire.[1] La vidéo des Casques blancs montre des hommes dans l'uniforme du groupe, sans gants ni autre protection, qui arrosent des gens qui gisent à terre .



Idlib est l'une des dernières régions importantes de Syrie à être tenue par des « groupes rebelles ». Quand Alep, qui se trouve à environ 60 kilomètre de là, a été libérée en décembre dernier, des groupes armés soutenus par l'étranger ainsi que des organisations affiliées comme les Casques blancs et un petit nombre de civils ont été évacués à Idlib. La ville d'Idlib, ainsi que Khan Cheikhoun où l'attaque du 4 avril a eu lieu, est tenue principalement par le Front Al-Nosra, un groupe affilié à Al-Qaïda qui a porté plusieurs noms dont le dernier est Tahrir Al-Cham. Al-Nosra est accusé d'avoir utilisé des armes chimiques dans le passé : en Turquie, plusieurs de ses membres ont été arrêtés en possession de gaz sarin et après la libération d'Alep une installation de fabrication de chlore a été découverte.[2]

Le Commandement général de l'armée et des forces armées syriennes a publié le 4 avril un communiqué condamnant et réfutant catégoriquement toute implication dans ce crime et a déclaré

qu'il n'a pas utilisé et n'utilisera pas d'armes chimiques. Le commandement général de l'armée a déclaré que les groupes armés à la solde de l'étranger « accusent l'Armée arabe syrienne d'utiliser des gaz toxiques contre eux ou contre des civils chaque fois qu'ils ne parviennent pas à atteindre les objectifs de leurs commanditaires et opérateurs ou lorsqu'ils sont incapables d'obtenir des résultats sur le terrain dans une tentative désespérée pour justifier leur échec et conserver l'appui de leurs maîtres. »

Dans une interview avec le réseau libanais al-Mayadeen TV, le jeudi 6 avril, avant les frappes aériennes américaines, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères et des expatriés, Faisal Mekdad, a déclaré que, il y a quelques semaines, le gouvernement syrien avait informé et fourni des preuves à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et au Conseil de sécurité de l'ONU que des organisations, notamment Al-Nosra, avaient transporté et stocké des matières toxiques en Syrie. Il a déclaré que la Syrie est contre l'utilisation d'armes chimiques par qui que ce soit, où que ce soit et quelles que soient les circonstances.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) est l'organisme chargé de faire appliquer toutes les dispositions de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) qui vise à éliminer une catégorie entière d'armes de destruction massive en interdisant le développement, la production, l'acquisition, le stockage, la conservation, le transfert ou l'utilisation d'armes chimiques par les États Parties. Le 23 juin 2014, l'OIAC a confirmé que la Syrie avait détruit avec succès ses stocks d'armes chimiques et ses installations de production.

Le colonel W. Patrick Lang, un officier supérieur retraité des U.S. Military Intelligence and Special Forces (les bérets verts), offre le compte rendu suivant sur son site Web en date du 7 avril :



« La décision de Donald Trump de lancer des missiles de croisière contre une base aérienne syrienne était basée sur un mensonge. Durant les jours qui viennent, le peuple américain apprendra que la communauté du renseignement savait que la Syrie n'a pas largué une arme chimique sur des civils innocents à Idlib. Voici ce qui s'est produit :

« 1. Les Russes ont informé les États-Unis qu'ils s'apprêtaient à frapper une certaine cible. Cela fait partie d'un processus qui a commencé il y a plus de deux mois. Il existe une ligne téléphonique spéciale pour coordonner et déconflicter (c'est-à-dire prévenir des tirs entre les forces aériennes américaines et russes) l'opération prévue.

« 2. Les États-Unis ont été pleinement informés du fait qu'il y avait une cible à Idlib que les Russes voyaient comme un dépôt d'armes et d'explosifs des rebelles islamistes.

« 3. La Force de l'air syrienne a frappé la cible en question avec des armes conventionnelles. Tous s'attendaient à une explosion secondaire massive. Cela ne s'est pas produit. Au lieu de cela, une fumée, une fumée chimique, a commencé à se dégager du site. Il s'avère que les

rebelles islamistes utilisaient ce site pour stocker des produits chimiques mortels, mais pas le sarin. Il s'agit de phosphates organiques et de chlore qui, emportés par le vent, ont tué des civils.

« 4. Il y avait un vent fort ce jour-là et le nuage de fumée a été entraîné vers un village avoisinant et a fait des victimes.

« 5. Nous savons que ce n'était pas du sarin. Pourquoi ? C'est très simple : les 'premiers intervenants' ont touché aux victimes sans porter de gants. Si c'était du sarin, ils seraient tous morts. Le sarin sur la peau tue. Comment je le sais ? J'ai suivi la formation « Live Agent » à Fort McClellan en Alabama.

« Il y a des membres de l'armée américaine qui étaient au courant que cette frappe allait se produire et cela a été enregistré. Il y a un enregistrement vidéo. Il y a au moins la Defense Intelligence Agency qui savait que ce n'était pas une attaque aux armes chimiques. En fait, les armes chimiques de l'armée syrienne ont été détruites avec l'aide de la Russie. »[3]



Calgary, 7 avril 2017

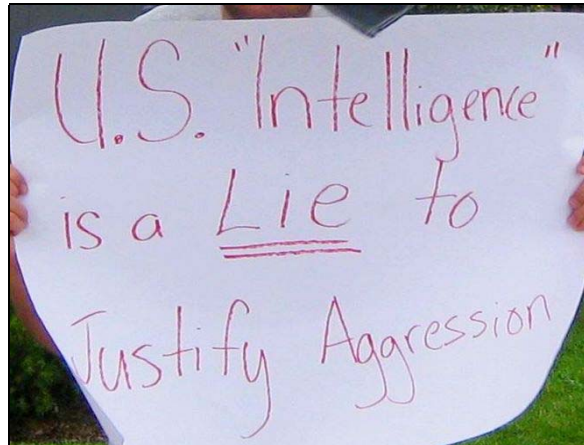
La création d'un prétexte pour justifier l'agression est la méthode éprouvée des impérialistes américains. Les impérialistes américains n'ont pas pu atteindre leur objectif de contrôler l'Europe et de dominer l'Asie avec l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies, conformément au droit international. Ainsi, ils ont créé des crises humanitaires avec des crimes si odieux qu'ils espèrent que l'opinion publique mondiale leur demande d'agir en libérateurs. C'est ce qu'ils étaient censés faire dans la période précédant la Deuxième Guerre mondiale, mais au lieu de cela les Britanniques, avec le soutien du premier ministre du Canada, se sont engagés dans la trahison de Munich et pendant la guerre ils ont retardé l'ouverture d'un deuxième Front qui aurait permis de réduire la pression sur les peuples de l'Union soviétique qui supportaient le poids principal de l'offensive meurtrière d'Hitler.[4] Mais aujourd'hui ils ne sont pas des libérateurs, ils sont les auteurs des crimes contre la paix et des crimes contre l'humanité, ces crimes condamnés par les procès de Nuremberg qui ont établi les principes de la primauté du droit international de l'après-guerre.

L'attaque de missiles du 6 avril contre la base aérienne syrienne est la plus récente atrocité de la machine de guerre des États-Unis. En septembre 2016, les États-Unis ont blessé et tué plus de 160 soldats syriens qui défendaient la ville de Deir ez-Zor contre Daesh/ÉIIL. Cela montre encore une fois le soutien direct qu'apportent les États-Unis à cette réincarnation islamiste d'Al-Qaïda, créé par les États-Unis.

Il a été prouvé depuis la première guerre en Irak en 1991 puis le démantèlement de la Yougoslavie

par l'OTAN en 1999 que les tentatives actuelles de persuader les peuples du monde qu'il existe un impératif moral qui justifie une intervention pour des raisons humanitaires sont des fabrications. En 1999 et depuis, les États-Unis et les grandes puissances européennes ont eux-mêmes organisé des massacres pour créer des crises humanitaires et en rendre responsables les gouvernements des États qu'ils accusent d'être des États voyous barbares.

Les faits montrent que des prétextes sont utilisés ou directement créés par les agences secrètes des puissances impérialistes et que les grandes puissances et leurs médias utilisent ces fausses « preuves » comme prétextes pour justifier le recours à la force pour s'emparer des pays qu'ils convoitent. Les résultats sont désastreux, ils laissent la mort et la destruction délibérée dans leur sillage. Les opérations de changement de régime des États-Unis au Moyen-Orient ont créé les pires crises humanitaires et crises de réfugiés qui ont jamais frappé l'humanité.



Les États-Unis n'ont jamais résolu aucun problème où que ce soit avec leurs invasions et les actes d'agression. Ils ont créé Al Qaeda et l'ÉIIL et malgré leur présence continue ils ont subi défaite après défaite, avec comme résultat leur propre isolement. C'est ce qui a poussé le gouvernement Obama à essayer de changer de tactique pour réaliser les ambitions américaines par d'autres moyens, notamment les négociations, comme il l'a fait avec l'Iran, de pair avec le recours massif aux assassinats par drones et autres assassinats ciblés.

Avec sa frappe de missile du 6 avril, le gouvernement Trump a fait voler tout cela en éclat. Il pense que cette attaque servira d'avertissement à tous ceux qui luttent pour préserver leur souveraineté. La grossièreté du nouveau président américain est telle qu'il pense qu'en lançant cette attaque, alors que le président de la Chine était avec lui à un dîner officiel à son domaine privé en Floride, que les Chinois se plieront à la volonté des États-Unis et « restreindront » la République populaire démocratique de Corée que les États-Unis menacent de destruction nucléaire.



LML invite les Canadiens à tirer les conclusions qui s'imposent et à prendre conscience de la nécessité d'adopter une position politique indépendante. Ils pourront ainsi priver la propagande du gouvernement du Canada et des apologistes libéraux de l'agression, de la guerre et de l'impérialisme « humanitaire » de la prétention d'avoir un mandat du peuple pour être complices de ces crimes. Les crimes de guerre non fabriqués et les crimes commis au quotidien contre l'humanité dont les impérialistes sont

responsables montrent qu'on ne peut attendre des remèdes des dieux de la peste. Tout cela montre que dans cette situation de mensonge, de demi-vérités et de désinformation, il est essentiel de défendre la position de principe que les conflits doivent être résolus sur une base pacifique et politique et que le Canada doit devenir une zone de paix, pas un complice des impérialistes américains.

Dans ce numéro, *LML* présente les positions des Syriens, des Russes et des Américains sur l'utilisation d'armes chimiques qu'on a attribuée à l'armée syrienne et sur les frappes américaines

du 6 avril. Ce numéro contient également des nouvelles et des commentaires de différentes sources qui démontrent que ce ne sont pas les Syriens qui ont utilisé les armes chimiques le 4 avril.

***Faisons du Canada une zone de paix !
Non à l'agression des États-Unis contre la Syrie !
Ne permettons pas l'accroissement des menaces de guerre !***

Notes

1. « Les « Casques blancs » : un groupe suspect proposé pour le Prix Nobel de la paix », *LML*, 5 octobre 2016 et « La promotion des « Casques blancs » à des fins ignobles », Enver Villamizar, *LML*, 10 décembre 2016.

2. « Le sarin de qui ? », Seymour Hersh, *London Review of Books*, 11 décembre 2013.

Hersh écrit :

« Durant les mois qui ont précédé cette attaque, les services de renseignements américains ont produit une série de rapports classés hautement confidentiels, culminant par un *Operation Order* -- un document de planification en prévision d'une invasion au sol -- qui citait des preuves que le Front al-Nosra, un groupe de djihadistes affilié à Al-Qaïda, maîtrisait la technique de production du sarin et était capable d'en produire en quantité. Quand les attaques ont eu lieu, al-Nosra aurait dû faire partie des suspects, mais le gouvernement a sélectionné avec soin les renseignements qui pouvaient justifier une frappe contre Assad. »

Voir également :

« Turkey indicts 11 linked with Syria militants caught with sarin gas », *PressTV*, 14 septembre 2013.

« Turkey intercepts chemical shipment from Syria », *Al-Akhbar*, 4 novembre 2013.

« This is Where Syrian Rebels Obtain Chemical Weapons », *Sputnik*, 12 novembre 2016.

« Syrian Army Discovers Saudi-Made Chemical Weapons in Aleppo », *Alwaght*, 11 janvier 2017.

3. « Donald Trump Is An International Law Breaker by Publius Tacitus », *Sic Semper Tyrannis*, 7 avril 2017

4. Les accords de Munich de 1938 sont un accord signé par les dirigeants de l'Empire britannique, de la France, de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste pour le partage de la Tchécoslovaquie, signé à Munich le 29 septembre 1938. Ils stipulaient la cession à l'Allemagne hitlérienne des territoires des Allemands des Sudètes de la Tchécoslovaquie, avec toutes ses installations et fortifications, ses usines, ses réserves de matières premières et ses moyens de transport, et donnaient des concessions territoriales à d'autres puissances régionales. Les accords de Munich avaient pour but de diriger l'agression fasciste vers les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique et d'empêcher la formation du front uni antifasciste.



Positions sur les frappes aériennes américaines

Gouvernement des États-Unis



Manifestation devant la Maison-Blanche le 7 avril 2017 pour condamner les frappes aériennes américaines contre la Syrie de la nuit précédente. Des actions ont été organisées immédiatement dans de nombreuses villes des États-Unis.

Le président américain Donald Trump a parlé peu de temps après l'attaque. Il a dit : « Ce soir, j'ai ordonné une frappe militaire ciblée sur le terrain d'aviation en Syrie d'où l'attaque chimique a été lancée. Il y va de l'intérêt vital de la sécurité nationale des États-Unis d'empêcher et de dissuader la propagation et l'utilisation d'armes chimiques mortelles. Il ne peut y avoir de doute que la Syrie a utilisé des armes chimiques interdites, a violé ses obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques et ignoré l'appel lancé par le Conseil de sécurité de l'ONU. »

Trump a dit : « Les efforts de plusieurs années pour changer le comportement d'Assad ont été vains et ont connu un échec spectaculaire. En conséquence, la crise des réfugiés continue de s'accroître et la région continue de se déstabiliser, menaçant les États-Unis et leurs alliés.

« Ce soir, je demande à toutes les nations civilisées de se joindre à nous pour tenter de mettre fin au massacre et au sang versé en Syrie, et de mettre fin au terrorisme de toutes sortes et de tous genres. Nous en appelons à la sagesse de Dieu alors que nous sommes confrontés au défi qu'affronte notre monde très perturbé », a-t-il dit.

Le secrétaire d'État Rex Tillerson a parlé « des circonstances chaotiques qui existent sur le terrain en Syrie avec la bataille en cours pour vaincre l'EI, la présence d'éléments d'Al-Qaeda en Syrie et une guerre civile en cours ». Il a dit qu'il existe en Syrie « une menace existentielle » autour de la question de s'il y a « des armes de cette nature disponibles en Syrie, de la capacité de sécuriser ces armes et de ne pas les laisser tomber entre les mains de ceux qui les amèneraient sur nos rivages pour faire du mal aux citoyens américains ».

Tillerson a dit que le projet de lancer l'attaque a donné lieu à un « processus très délibératif » et que « la réponse de nos alliés, de même que de la région et du Moyen-Orient a été largement favorable à l'action que nous avons prise ». Tillerson a dit que « d'autres choses ont été examinées. Elles ont été rejetées pour un certain nombre de raisons. À mon avis, le président a pris la décision exacte qu'il fallait. »

H.R. McMaster, conseiller auprès de la Sécurité nationale américaine, a publié une déclaration affirmant que « le niveau de confiance des États-Unis a continué de croître dans les heures et les jours suivant l'attaque, associé à des preuves supplémentaires, en particulier celles qui sont regrettables, dont celle des victimes qui sont traitées et la confirmation du type d'agent qui a été utilisé, soit un agent neurotoxique ». McMaster a déclaré : « Il y avait trois options dont nous avons discuté avec le président et le président nous a demandé de nous concentrer sur deux options en particulier, de mûrir ces options, et il nous a posé une série de questions auxquelles nous nous sommes efforcés de répondre... Après une réunion d'une durée considérable et une discussion approfondie, le président a décidé d'agir et voilà la chronologie des événements. Donc, deux réunions plutôt élargies et formelles, mais vraiment toute une série de discussions depuis le moment des attaques. »

Le département d'État américain a publié son propre rapport sur les détails techniques de l'attaque. Il a également déclaré que celle-ci « a été une réponse proportionnelle à l'acte odieux d'Assad. La base aérienne d'Al-Chaayrate a été utilisée pour entreposer les armes chimiques et y stationner les forces aériennes syriennes. La communauté du renseignement américain évalue que des avions provenant d'Al-Chaayrate ont mené l'attaque aux armes chimiques le 4 avril. La frappe était destinée à dissuader le régime d'utiliser à nouveau des armes chimiques ... Les indications premières sont que cette frappe a considérablement endommagé ou détruit des avions syriens, des infrastructures et des équipements de soutien à la base aérienne d'Al-Chaayrate, ce qui a réduit la capacité du gouvernement syrien à utiliser des armes chimiques ».



Manifestation à New York le 7 avril 2017

(Photos: Answer)



Le gouvernement du Canada

Le 7 avril, à la Chambre des communes, le premier ministre Trudeau a confirmé que le Canada avait reçu un avertissement préalable de la frappe lors d'un échange entre le secrétaire à la Défense des États-Unis James Mattis et le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, qui a ensuite informé Trudeau. Le premier ministre a déclaré qu'il a parlé avec le président américain Donald Trump le

matin du 7 avril et a appuyé l'attaque. Trudeau a dit devant la Chambre que « tous les peuples civilisés doivent dénoncer d'une même voix ces crimes de guerre atroces ».

L'échange à la Chambre des communes révèle la volte-face du gouvernement Trudeau sur la légitimité de l'action militaire menée sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela montre que le gouvernement Trudeau déclare une chose la veille de l'attaque et une autre après avoir reçu des ordres des États-Unis quand ils agissent unilatéralement et prétendent parler au nom de toutes les « nations civilisées ».



Pierre Poilievre (Carleton, PCC) : Le premier ministre se montre dangereusement naïf au sujet de la Syrie. Hier, il a déclaré que le Conseil de sécurité des Nations unies devait tenir une réunion, adopter des résolutions et faire enquête pour découvrir qui était à l'origine des attaques chimiques perpétrées contre des civils syriens, notamment des enfants. À peine quelques heures plus tard, les États-Unis ont lancé des missiles contre le point d'origine des attaques chimiques en question. Pourquoi le premier ministre continue-t-il de se fier aveuglément au Conseil de sécurité, qui n'a pas réussi à contrer Bachar al-Assad ?

Justin Trudeau (premier ministre, Lib.) : Hier soir, le secrétaire américain à la Défense a informé le ministre de la Défense nationale du Canada que les États-Unis s'apprêtaient à mener des frappes militaires en Syrie. Le ministre de la Défense nationale m'en a immédiatement informé. Ce matin, j'ai parlé avec le président ; je lui ai signalé que le Canada considère, lui aussi, qu'il faut mettre un terme aux attaques chimiques menées par Assad. Tous les peuples civilisés doivent dénoncer d'une même voix ces crimes de guerre atroces. C'est pourquoi le Canada appuie sans réserve les gestes restreints et ciblés visant à affaiblir la capacité du régime Assad de mener de telles attaques. En collaboration avec nos partenaires du monde entier, nous continuons de soutenir les efforts diplomatiques qui visent à trouver une issue à la crise syrienne.

Pierre Poilievre (Carleton, PCC) : Signalons que le premier ministre affichait une position différente hier. Il a alors dit qu'on ne savait pas vraiment qui était responsable des attaques chimiques contre les civils syriens et que le Conseil de sécurité des Nations unies devait tenir une autre rencontre, pendant laquelle la fédération russe aurait un droit de veto. Quand le premier ministre abandonnera-t-il sa dangereuse naïveté et quand se décidera-t-il à confronter ce dictateur, ce tyran ?

Justin Trudeau (premier ministre, Lib.) : Hier soir, le secrétaire d'État américain à la Défense a informé d'avance notre ministre de la Défense nationale de l'action américaine militaire en Syrie. Le ministre de la Défense nationale m'a immédiatement transmis l'information, et ce matin, j'ai parlé directement au président. J'ai insisté sur le fait que l'utilisation répétée d'armes chimiques par Assad devait cesser.

Face à ces crimes de guerre, toutes les sociétés civilisées doivent parler d'une seule voix. C'est pourquoi le Canada appuie pleinement l'intervention limitée et ciblée que les États-Unis ont menée en vue de réduire la capacité du régime d'Assad de perpétrer de telles attaques. Nous continuons de soutenir les efforts diplomatiques, de concert avec nos partenaires internationaux, en vue de résoudre la crise en Syrie.

Trudeau a également réaffirmé l'objectif du Canada de provoquer un changement de régime en Syrie et de préparer le terrain pour criminaliser quiconque présente une opinion dissidente. Il a dit :

« Nous savons que nous nous devons de travailler de façon diplomatique pour créer un régime de sécurité et de paix pour les citoyens en Syrie.

« Toutefois, nous reconnaissons que l'action américaine était nécessaire pour dégrader les capacités du régime d'Assad et pour envoyer, comme je l'ai dit hier, un message clair selon lequel quiconque appuie le régime d'Assad est en partie responsable de ces attaques chimiques. »

Le ministre de la Défense a par la suite fait les remarques suivantes :

Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale Lib.) : Hier soir, le secrétaire américain à la Défense m'a informé que les États-Unis s'apprêtaient à mener une intervention militaire en Syrie. J'ai immédiatement informé le premier ministre de la situation. Ce matin, le premier ministre s'est entretenu directement avec le président américain et a insisté sur le fait qu'il faut mettre un terme aux multiples attaques chimiques menées par Assad.

Tous les peuples civilisés doivent dénoncer d'une même voix ces crimes de guerre odieux. C'est pourquoi le Canada appuie sans réserve les gestes restreints et ciblés visant à affaiblir la capacité du régime Assad de mener de telles attaques. En collaboration avec nos partenaires internationaux, nous continuons de soutenir les efforts diplomatiques pour trouver une issue à la crise syrienne.

Le matin du 7 avril, le bureau du premier ministre a émis le communiqué suivant :

« Le Canada appuie pleinement l'intervention limitée et ciblée que les États-Unis ont menée pour affaiblir la capacité du régime Assad de perpétrer des attaques aux armes chimiques contre des civils innocents, dont de nombreux enfants. Le recours aux armes chimiques par le président Assad et les crimes que le régime syrien a commis contre sa propre population ne peuvent pas passer sous silence. Nous ne pouvons pas permettre que ces horribles attaques puissent continuer de se produire en toute impunité.

« Les attaques de cette semaine dans le sud d'Idlib et la souffrance des Syriens constituent un crime de guerre et sont inacceptables. Le Canada condamne toute utilisation d'armes chimiques.

« Le Canada continuera de soutenir les efforts diplomatiques en vue de résoudre la crise en Syrie. »



Action au consulat des États-Unis à Vancouver le 7 avril 2017



Le président et l'Assemblée du Peuple de Syrie

L'agression des États-Unis contre la Syrie est « un comportement irresponsable et irréfléchi qui n'a pas de perspectives militaires ou politiques », a déclaré le bureau présidentiel syrien dans un communiqué diffusé par l'agence de presse SANA le lendemain des attaques aériennes.

La frappe aux missiles vise à soutenir les complices des États-Unis parmi les groupes terroristes actifs en Syrie, indique le communiqué. « La République arabe syrienne déclare en réponse que cette agression ne fera que renforcer la volonté des Syriens d'écraser les gangs de mercenaires et d'accélérer le rythme des opérations militaires contre eux. »



Damas le 9 septembre 2013

Pour sa part, l'Assemblée du Peuple a condamné l'agression américaine dans les termes les plus forts, rapporte SANA.

« Cette agression flagrante vient à la défense des organisations terroristes effondrées et a pour but de les relancer puisqu'Israël a échoué dans cette mission », affirme l'assemblée législative syrienne dans un communiqué. Elle a ajouté que les États-Unis, le parrain du terrorisme dans le monde, ont commencé à pratiquer le terrorisme contre la Syrie quand il est devenu évident que leurs agents terroristes n'ont fait aucun progrès contre l'Armée arabe syrienne.

« L'agression américaine et les autres agressions menées auparavant contre les unités de l'armée à Deir ez-Zor ainsi que le bombardement des barrages de l'Euphrate mettent à nu les allégations américaines sur la lutte contre le réseau terroriste "Daech" », indique le communiqué. Il salue également le peuple syrien et souhaite une convalescence rapide aux blessés, selon SANA.

L'Armée arabe syrienne ne sera pas dissuadée par cette agression brutale d'aller de l'avant, de vaincre le terrorisme et ses partisans et de libérer tout le territoire syrien du terrorisme, déclare l'Assemblée du Peuple en conclusion.



Le président et des représentants de la Russie

Le 7 avril, de hauts représentants de la Russie ont condamné l'attaque des États-Unis contre un aéroport syrien comme un « acte d'agression ». L'agence Tass a aussi rapporté que Moscou a gelé un canal de communication militaire qui avait été utilisé pour prévenir les collisions en plein air entre les pilotes américains et russes. Cette ligne appelée ligne de désescalade a été établie en octobre 2015 suite à de nombreux incidents où les avions américains et russes avaient failli se frapper au-dessus de la Syrie. Elle est maintenant suspendue à partir du 8 avril.

Le président russe Vladimir Poutine a accusé les États-Unis d'utiliser un « prétexte tiré par les cheveux » pour attaquer la Syrie suite à l'attaque par armes chimiques cette semaine, rapporte l'agence de presse TASS.



« L'action de Washington inflige un coup important aux relations entre la Russie et les États-Unis, qui sont déjà dans un état déplorable », a déclaré un porte-parole de Poutine.

Quand on lui a demandé en conférence de presse si l'attaque des États-Unis est considérée par le Kremlin comme un acte d'agression contre l'allié de la Russie, le secrétaire de presse du président, Dmitry Peskov, a répondu : « Définitivement... Puisque nous fournissons une aide à l'armée syrienne conformément à la demande en ce sens des autorités syriennes, nous considérons la Syrie comme notre alliée . »

« En ce qui concerne les changements dans la situation géopolitique suite à ces attaques, nous devons examiner ensemble comment la situation se développe. Jusqu'à présent, on peut certainement dire que les frappes ont entravé la

lutte contre le terrorisme », a-t-il déclaré.

« Ce qui est sans ambiguïté, c'est le fait que les frappes [par les États-Unis contre la Syrie] sont *de facto* dans l'intérêt de l'EISL [l'ancien nom de l'organisation terroriste de l'État islamique interdit en Russie], Jabhat al-Nusra et d'autres organisations terroristes », a-t-il dit.

En ce qui concerne le partage d'informations par voie militaire sur ses opérations en Syrie, Peskov a confirmé que la Russie a suspendu le Mémorandum sur la prévention des incidents militaires et la sécurité aérienne qui a été signé avec les États-Unis.

« Techniquement, les canaux demeurent mais aucune information ne sera partagée », a dit Peskov. « Ce mémorandum a perdu son sens la nuit dernière lorsque l'attaque a été menée. »

Viktor Ozerov, président du Comité de défense du Conseil de la fédération, a condamné les frappes avec missiles de croisière contre l'aérodrome de Shayrat, disant que l'opération pourrait compromettre toute autre opération militaire conjointe.

« Cela pourrait éliminer la coopération en cours entre les forces russes et américaines en Syrie », a déclaré Ozerov, tel que rapporté par RIA.

Il a en outre souligné que l'opération pourrait détruire les efforts conjoints de lutte contre le terrorisme en Syrie.

Un autre membre du Conseil de la fédération, Konstantin Kosachev, a fait écho aux remarques d'Ozerov, soulignant que la coopération future



avec la Russie en Syrie est maintenant peu probable.

« Quoi qu'il en soit, les missiles russes continuent de cibler les terroristes alors que les roquettes américaines frappent les forces gouvernementales qui mènent cette lutte contre les terroristes, a déclaré Kosachev. Je crains qu'avec une telle approche, la coalition antiterroriste russo-américaine souhaitée en Syrie, qui a fait l'objet de plusieurs discussions depuis que [le président] Trump est arrivé au pouvoir, ne verra pas le jour. »

En plus, le directeur du Département de la non-prolifération et du contrôle des armements du ministère des Affaires étrangères de Russie, Mikhail Ulyanov, a déclaré à TASS le 7 avril que les allégations d'armes chimiques présentes au terrain d'aviation de Shayrat visé par les frappes américaines sont sans fondement. « C'est une tentative maladroite de justifier d'une certaine façon des gestes qui vont à l'encontre des normes fondamentales du droit international », a-t-il dit.



Positions sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie le 4 avril

Le vice-premier ministre syrien dit que l'armée n'a pas eu recours et n'aura pas recours aux armes chimiques même contre les terroristes

Le vice-premier ministre, ministre des Affaires étrangères et des expatriés Walid al-Moallem a réaffirmé jeudi que l'Armée arabe syrienne n'a pas utilisé et ne va pas utiliser d'armes chimiques même contre les terroristes qui s'attaquent au peuple syrien.

Lors d'une conférence de presse à Damas, al-Moallem a dit que le mensonge à l'effet que l'armée syrienne a eu recours à ces armes provient de pays qui conspirent toujours contre la Syrie après que les terroristes aient échoué dans leurs attaques et que ces pays aient échoué à perturber le processus politique.

« Nous connaissons tous la déclaration du Commandement de l'armée et des forces armées de même que celle du Ministre des affaires étrangères et des expatriés qui ont été envoyées au Conseil de sécurité de l'ONU et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et la déclaration du vice-représentant permanent à New York, lesquelles disaient toutes que nos forces n'ont eu recours aux armes chimiques ni dans le passé ni dans le présent et qu'il en sera de même dans l'avenir et que nous condamnons un acte aussi criminel », a dit al-Moallem.

Al-Moallem a rappelé que la Syrie s'est jointe à l'OIAC et a soumis plusieurs déclarations sur le sujet et que l'organisation a confirmé la véracité des données fournies par la Syrie au milieu de 2016.



Il s'est interrogé sur le minutage de la campagne de calomnies contre la Syrie. Il a parlé des développements favorables qui se sont produits depuis quelques semaines, comme le mouvement actif pour la réconciliation nationale, la défaite des attaques terroristes à Jobar et dans la région rurale de Hama au nord du pays par l'armée syrienne et l'absence des groupes terroristes aux derniers pourparlers de paix à Astana dans le Kazakhstan dont la présence aurait bloqué le déroulement.

Il a aussi rappelé que lors de la cinquième ronde de Genève, la « délégation de Riyad » n'avait qu'une seule demande soit la prise du pouvoir.

« Face à l'échec de toutes ces tentatives, ils ont inventé le mensonge du recours aux armes chimiques par l'armée à Khan Cheikhoun », a dit al-Moallem.

Le ministre des Affaires étrangères a expliqué que la campagne visant à accuser l'armée syrienne du recours aux armes chimiques à Khan Cheikhoun a débuté à 6 heures du matin le 4 avril, alors que le premier raid effectué par l'armée syrienne a été effectué à 11 heures 30 du matin le même jour contre un centre de munitions des terroristes de Jabhat al-Nusra qui abritait des armes chimiques.

Il a dit qu'il est clair que la cible était un dépôt de munitions parce que la zone où a été filmée la vidéo sous les auspices des « Casques blancs » et de l' « Observatoire syrien des droits de l'homme » basé à Londres formait un petit cercle et que si le raid avait été fait aux armes chimiques, les effets se seraient répandus sur plus d'un kilomètre ».

Il a dit que l'État islamique, Jabhat-al-Nusra et d'autres groupes terroristes ont continué d'entreposer des armes chimiques dans les villes et les zones habitées, ajoutant que la Syrie a envoyé plus de 100 messages au Conseil de sécurité et à l'OIAC contenant de l'information sur l'entrée d'armes chimiques à partir de l'Irak à l'intention de l'EI et de Jabhat al-Nusra et à partir de la frontière turque à destination d'Idlib.

« Cette chorale qui agit à l'échelle internationale est composée d'États qui sont bien connus pour leurs conspirations contre la Syrie », a dit al-Moallem.

« Je réitère que l'Armée arabe syrienne n'a jamais utilisé et ne va jamais utiliser ce genre d'armes, non seulement contre notre peuple et nos enfants mais pas même contre les terroristes qui tuent notre peuple et nos enfants et les civils de nos villes avec leurs attaques à l'aveugle », a ajouté al-Moallem.

Il a dit qu'il est déraisonnable de dire que l'armée syrienne pourrait avoir recours aux armes chimiques maintenant alors qu'elle a remporté des victoires sur différents fronts qui ont produit des changements dans les positions de certains pays dans l'arène internationale » et « à un moment où nous avons de bonnes raisons de croire que l'opinion publique mondiale est devenue consciente de la réalité du complot terroriste contre la Syrie ? »

« Nous sommes bien conscients que le principal bénéficiaire de tout cela est Israël et il est étrange de voir Netanyahu presque en larmes au sujet de ce qui s'est passé à Khan Cheikhoun », a dit al-Moallem.

Il a critiqué la déclaration qu'a faite la représentante des États-Unis au Conseil de sécurité mercredi dans laquelle elle a dit ne rien savoir de ce qui s'est produit à Khan Cheikhoun et pourtant les États-Unis accusent la Syrie.

Al-Moallem a dit qu'il est normal qu'ils n'aient pas d'information parce que le chœur des

accusateurs de l'armée syrienne s'est mis en action une heure à peine après que les événements de Khan Cheikhoun ait été rendus publics ; il s'est demandé comment il se fait que les États-Unis n'avaient pas d'information alors que l'envoyé de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura possédait cette information « lorsqu'il a dit qu'il s'agissait d'un raid aérien mais a oublié de donner le nom du pilote ».



Quand on lui a demandé si la Syrie accueillerait un comité d'enquête internationale sur le recours aux armes chimiques à Khan Seikhoun, al-Moallem a dit que mercredi dernier, le représentant russe au Conseil de sécurité a soumis des idées en vue de la formation d'un comité d'enquête neutre, non politisé et comprenant une vaste représentation afin d'enquêter sur l'incident, ajoutant que la Syrie n'a pas une expérience encourageante de ces comités qui viennent à Damas, quittent la Syrie avec certaines données et les changent lorsqu'ils lorsqu'ils rentrent dans leurs quartiers généraux.

Il a dit que la Syrie agit de façon coordonnée avec la Russie pour voir ce qui va advenir de ce projet.

En réponse à une question à savoir si le but de la campagne contre la Syrie est de faire échouer le processus politique, le ministre a dit que cela va dépendre des développements dans les jours qui viennent au Conseil de sécurité et des communications entre la Russie et les États-Unis, faisant remarquer que « la Syrie tient à ce que le processus politique réussisse, mais si leur but est de le désactiver, alors soit ».

Al-Moallem a dit qu'un nouvel assaut terroriste a été lancé jeudi dans la région rurale de Lattakia au nord dans le cadre des tentatives continuelles des patrons des organisations terroristes de perturber le processus politique après leurs attaques récentes ratées à Jobar et dans la région rurale de Hama.

Le ministre des Affaires étrangères a fait mention d'autres objectifs possibles qui expliqueraient cette campagne contre la Syrie, comme d'amener le président Trump à changer son opinion récente sur la Syrie, ce qui semble avoir réussi, ou de faire pression sur la Russie qui fournit un appui réel et sincère à la Syrie dans sa lutte contre le terrorisme, ce qui ne va vraisemblablement pas réussir compte tenu surtout des deux déclarations du Kremlin émises il y a deux jours qui réaffirment l'appui à l'armée et au gouvernement légitime de la Syrie, ou encore de faire pression sur Damas pour qu'il change ses positions et ses principes, ce qui n'est pas prêt d'arriver.

Au sujet de l'annonce du président turc sur des préparatifs pour une nouvelle opération suite à l'opération dite du « Bouclier de l'Euphrate », al-Moallem a dit mercredi que Recep Tayyip Erdogan a déclaré que sa prochaine cible est Manbij, ajoutant que le gouvernement syrien « va le laisser et on verra bien ce qu'il va faire ».

En ce qui concerne la position de la Syrie sur un comité d'enquête de l'ONU, al-Moallem a dit que la Syrie n'accepte pas un comité qui serait formé tel que proposé.

« Nous devons faire en sorte que ce comité n'est pas politisé, qu'il a une vaste représentation

géographique et qu'il est établi à partir de Damas et non de la Turquie. Nous avons plusieurs questions à ce sujet et lorsque nous serons certains que nos questions ont obtenu des réponses convaincantes, alors nous donnerons notre réponse », a-t-il dit.

(Agence arabe syrienne d'information, le 6 avril 2017)



Informations provenant du ministère de la Défense de Russie

Voici ce qu'a dit un représentant du ministère de la Défense de Russie le 5 avril concernant l'attaque aérienne du 4 avril dans la banlieue de Khan Cheikhoun, selon l'agence de presse TASS.

« Selon les systèmes de surveillance russes de l'espace aérien, hier, entre 11h30 et 12h30, l'aviation syrienne a effectué une attaque aérienne dans la banlieue de Khan Cheikhoun, ciblant un important entrepôt de munitions de terroristes et un centre de matériel militaire. Le territoire de cette installation d'entreposage a abrité des ateliers pour produire des projectiles armés d'agents toxiques », a déclaré le major-général Igor Konashenkov.

« À partir de cet important arsenal, des armes chargées de produits chimiques ont été livrées par des militants en Irak. Leur utilisation par des terroristes a été confirmée à maintes reprises par des organisations internationales et les autorités officielles du pays », a-t-il dit.

Le porte-parole a ajouté que ces projectiles étaient semblables à ceux utilisés par les militants à Alep, en Syrie, où leur utilisation a été observée par des spécialistes militaires russes.

« Les séquences vidéo des réseaux sociaux montrent que les personnes touchées à Khan Cheikhoun démontrent les mêmes symptômes d'empoisonnement qu'ont subi les victimes de l'attaque d'Alep l'automne dernier », a-t-il ajouté.

Le représentant a déclaré que la Russie a transmis toutes les informations sur l'incident à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui « les étudie toujours ».

« Nous assurons que cette information est complètement impartiale et vraie », a-t-il ajouté.



Ce que les États-Unis ont dit lors de la réunion du 5 avril du Conseil de sécurité de l'ONU

Voici des extraits des remarques que Nikki Haley, représentante permanente des États-Unis aux Nations unies, a faites le 5 avril à la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies sur les armes chimiques :

[...] « Hier matin, nous nous sommes réveillés devant des photos d'enfants qui bavaient profusément de la bouche, qui souffraient de convulsions, étaient portés dans les bras de parents désespérés. Nous avons vu des rangées de corps sans vie dont certains encore dans des couches et certains avec les cicatrices visibles d'une attaque à l'arme chimique.

« Regardez ces images. Nous ne pouvons pas fermer les yeux devant ces images. Nous ne pouvons pas demeurer inconscients face à la responsabilité d'agir. Nous ne savons pas encore tout sur l'attaque d'hier mais il y a beaucoup de choses que nous connaissons.

« Nous savons que l'attaque d'hier a tous les traits de l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Assad. Nous savons qu'Assad a utilisé auparavant ces armes contre les Syriens. Cela a été confirmé par la propre équipe indépendante du Conseil. Nous savons que l'attaque d'hier a atteint un nouveau seuil, même pour le régime barbare d'Assad.

« Les preuves signalées sur les lieux indiquent qu'Assad utilise maintenant des agents chimiques encore plus létaux qu'il ne l'avait fait auparavant. Le gaz qui est tombé du ciel hier a été plus mortel, laissant les hommes, femmes, personnes âgées et enfants haletant pour leur dernier souffle.



« Et au moment où les premiers intervenants, les médecins et infirmières se sont précipités pour aider les victimes, une deuxième série de bombes a plu. Ils sont morts de la même lente et horrible manière que les civils qu'ils essayaient de sauver.

« Nous savons tous cela : il y a quelques semaines, ce Conseil a tenté de tenir Assad responsable d'avoir asphyxié à mort son propre peuple avec des produits chimiques toxiques. La Russie s'est opposée à ce qu'il soit tenu responsable. Ils ont fait un choix irresponsable. Ils ont choisi de fermer les yeux sur la barbarie. Ils ont défié la conscience du monde. La Russie ne peut échapper à sa responsabilité. En fait, si la Russie avait pris en main sa responsabilité, le régime syrien n'aurait même plus d'armes chimiques..

« Il y a encore une chose que nous savons : nous savons que si rien n'est fait, ces attaques vont se poursuivre.



« Pourquoi Assad cesserait-il d'utiliser des armes chimiques alors que la Russie continue de protéger son régime contre les conséquences? Je demande à mes collègues d'examiner attentivement leurs paroles au sein de ce Conseil. Nous répétons régulièrement et inlassablement des points de discussion à l'appui d'un processus de paix qui est constamment miné par le régime d'Assad.

« À maintes reprises, la Russie a utilisé le même faux discours pour détourner l'attention de ses alliés de Damas. De manière répétée, sans aucune base factuelle, la Russie tente de blâmer les autres.

« Il y a une vérité évidente qui doit être prononcée ici. La vérité est qu'Assad, la Russie et l'Iran n'ont aucun intérêt pour la paix.

« Depuis plus de six ans, le gouvernement syrien illégitime, dirigé par un homme sans conscience, a commis des atrocités incalculables contre son peuple. Assad a dit clairement qu'il ne veut pas participer à un processus politique véritable. L'Iran a renforcé la capacité militaire d'Assad et la Russie a protégé Assad des sanctions de l'ONU.

« Si la Russie a de l'influence en Syrie, ce qu'elle prétend avoir, nous devons la voir l'utiliser. Nous devons la voir mettre fin à ces actes horribles. Combien d'autres enfants doivent mourir avant que la Russie se préoccupe de ce qui se passe ?

« Les États-Unis considèrent l'attaque d'hier comme une disgrâce du plus haut niveau, une certitude que l'humanité ne signifie rien pour le gouvernement syrien.

« La question que les membres de ce Conseil doivent se poser est la suivante : si nous ne sommes pas en mesure d'appliquer des résolutions empêchant l'utilisation d'armes chimiques, qu'est-ce que cela dit sur nos chances de mettre fin au conflit plus large en Syrie ? Qu'est-ce que cela nous indique sur notre capacité à soulager le peuple syrien ? Si nous ne sommes pas en mesure de faire respecter des résolutions empêchant l'utilisation d'armes chimiques, qu'est-ce que cela dit de notre efficacité dans cette institution ?

« Si nous ne sommes pas prêts à agir, alors le Conseil continuera de se réunir, mois après mois, pour exprimer son indignation à l'utilisation continue des armes chimiques, et cela ne se terminera pas. Nous serons témoins de plus de conflits en Syrie. Nous verrons plus de photos que nous ne pouvons éviter de regarder.

« J'ai commencé mes remarques en disant que dans la vie des Nations unies, il y a des moments où nous sommes obligés de prendre des mesures collectives. Je vais maintenant ajouter ceci : lorsque les Nations unies manquent constamment à leur devoir d'agir collectivement, il y a des moments dans la vie des États où nous sommes obligés de prendre nos propres mesures.

« Pour le bien des victimes, j'espère que le reste du Conseil est finalement prêt à faire de même. Le monde doit faire face à la réalité du recours aux armes chimiques et au fait qu'elles ne vont pas être tolérées. »



Commentaires

Un autre jugement précipité et dangereux en Syrie

- Robert Parry -

Avec leur récent jugement précipité portant sur les victimes d'une attaque au gaz toxique mardi dans une zone contrôlée par les rebelles en Syrie du nord, les grands médias aux États-Unis ont à nouveau montré à quel point ils sont une menace pour le journalisme responsable et pour l'avenir de l'humanité. Une fois de plus on est témoin de la tendance inquiétante du verdict d'abord et de l'enquête après, même si cela peut mener à une escalade dangereuse de la guerre et à un nombre encore plus élevé de victimes.

Avant même qu'un examen des preuves ait été fait sur tragédie de mardi, le *New York Times* et les principales agences de nouvelles des États-Unis ont tenu le gouvernement syrien de Bachar el-Assad responsable des nombreuses victimes. Ces accusations ont ravivé la revendication des

États-Unis et d'autres pays d'une « zone d'exclusion aérienne » sur la Syrie, ce qui préparerait le terrain à une autre guerre de « changement de régime » et pourrait engager les États-Unis dans une guerre chaude avec la Russie et ses armes nucléaires.



Manifestation au Union Square de New York le 7 avril 2017

Pendant que les faits de base étaient encore en train d'être rassemblés au sujet de l'incident de mardi, nous, le public, avons été incités à ne pas croire la réponse du gouvernement syrien à l'effet que le gaz toxique aurait pu faire partie des stockages des rebelles et qu'il aurait pu être activé accidentellement ou intentionnellement causant la mort de civils dans une ville de la province d'Idlib.

Un scénario possible c'est que des avions de combat syriens auraient bombardé un dépôt d'armes des rebelles où le gaz toxique était entreposé, ce qui aurait fissuré les conteneurs. Il est possible que tout cela ait été monté de toute pièce par des djihadistes désespérés d'Al Qaeda, notoires pour leur mépris envers les vies innocentes.

Bien qu'il soit difficile de distinguer le vrai du faux à ce stade initial, ces différentes explications, nous dit-on, font l'objet d'une enquête sérieuse de la part des agences de renseignement des États-Unis. Selon une source, il est possible que la Turquie ait approvisionné les rebelles en gaz toxique (dont la nature exacte n'a pas encore été déterminée) comme arme potentielle contre les forces kurdes qui opèrent en Syrie du nord près de la frontière turque ou dans le but de mener une attaque terroriste dans une ville contrôlée par le gouvernement comme la capitale Damas.

Des reportages produits par le journaliste d'enquête Seymour Hersh et des déclarations de la police turque et de politiciens de l'opposition ont établi un lien entre le renseignement turc et les djihadistes affiliés à Al Qaeda et l'attaque au sarin perpétrée le 21 août 2013 près de Damas qui a fait des centaines de victimes, bien que le *Times* et les autres principales agences de nouvelles des États-Unis continuent de tenir le régime d'Assad responsable de cet incident.

Des propagandistes chevronnés

Mardi, le *Times* a assigné deux de ses propagandistes les plus hostiles au gouvernement syrien, Michael B. Gordon et Anne Barnard, à la couverture de l'incident du gaz toxique en Syrie,

Gordon est depuis des années aux premières lignes des stratégies néoconservatrices de « changement de régime ». Il est le coauteur de la nouvelle tristement célèbre publiée dans le *Times* le 8 septembre 2002 au sujet des tubes en aluminium, dont les sources étaient le gouvernement des États-Unis et des transfuges irakiens, qui visait à terrifier les Américains avec des images de «

champignons atomiques » qui deviendraient réalité si les Américains n'appuyaient pas l'invasion imminente de l'Irak par le président George W. Bush. La sortie de l'article était parfaitement synchronisée avec l'annonce de l'administration qu'elle se « lançait » dans la guerre en Irak.

Évidemment, il s'est avéré que l'histoire était fausse mais elle a servi à injustement décrédibiliser les sceptiques qui ne croyaient pas que les tubes en aluminium étaient prévus pour des contrifugeuses nucléaires, alors qu'elles étaient destinées à l'artillerie. Mais l'article a donné toute une impulsion à la guerre en Irak dans laquelle près de 4500 soldats américains sont morts de même que des centaines de milliers d'Irakiens.

Le coauteur de Gordon, Judith Miller, est devenue la seule journaliste américaine connue pour avoir perdu son emploi en raison d'un reportage irresponsable et bâclé qui a contribué au désastre en Irak. Pour sa part, Gordon a poursuivi sa carrière en tant que correspondant respecté du Pentagone.



Gordon a aussi joué un rôle de soutien dans l'« analyse vectorielle » bâclée du *Times* qui devait prouver que l'armée syrienne était responsable de l'attaque au sarin du 21 août 2013. Dans un article du 17 septembre 2013, l'« analyse vectorielle » avait déterminé la trajectoire de vol de deux roquettes qui avaient été récupérées dans les banlieues de Damas et qui auraient été lancées à partir d'une base militaire syrienne à une distance de 9,5 kilomètres.

Cet article devait devenir la preuve « irréfutable » que le gouvernement syrien mentait lorsqu'il niait être l'auteur de l'attaque au sarin. Cependant, comme pour l'histoire des tubes en aluminium, l'« analyse vectorielle » du *Times* n'a pas tenu compte de preuves contraires telle la non fiabilité de l'azimut d'une roquette qui avait atterri à Moadamiya puisqu'elle avait heurté un édifice sur sa trajectoire. On avait constaté que cette roquette ne contenait pas de sarin, alors son inclusion dans l'analyse vectorielle de deux roquettes contenant du sarin n'avait pas de sens.

Éventuellement, l'histoire du *Times* s'est effondrée lorsque des experts en roquettes ont analysé une des roquettes contenant du sarin tombée dans la zone de Zamalka et ont conclu qu'elle avait une portée maximale d'environ deux kilomètres, ce qui rendait son lancement à partir d'une base militaire syrienne impossible. C. J. Chivers, un des coauteurs de l'article, a attendu jusqu'au 28 décembre 2013 pour publier un semblant de rétractation. [1]

Gordon est coauteur d'un autre article frauduleux publié à la une dans le *Times* le 21 avril 2014 lorsque le département d'État et le gouvernement ukrainien ont refilé au *Times* deux photographies qui devaient confirmer qu'un groupe de soldats russes, d'abord photographiés en Russie, étaient entrés en Ukraine, où ils ont été à nouveau photographiés.

Deux jours plus tard cependant, Gordon a dû se rétracter puisque les deux photos avaient en fait été prises en Ukraine, ce qui révélait la fausseté de l'histoire.[2]

Gordon offre sans doute le meilleur exemple du modus operandi des grands médias. Si vous publiez des fausses nouvelles qui concordent avec les discours de l'establishment, vous ne perdrez

pas votre emploi même si la fausseté de ces nouvelles vous éclate en plein visage. Par contre, si vous allez à contre-courant, et si quelqu'un d'important soulève des questions au sujet de votre nouvelle, vous pouvez facilement vous retrouver à la rue même si votre nouvelle est véridique.

Pas de place pour le scepticisme

Anne Barnard, le co-auteur de Gordon de l'article de mardi sur le gaz sarin en Syrie, a fait des reportages fréquents sur le conflit syrien comme si elle était l'attachée de presse des rebelles. Elle fait la promotion de leurs accusations antigouvernementales même lorsqu'il n'y a pas de preuve à l'appui.

Barnard, qui travaille à Beyrouth au Liban, a cosigné un article à la une le 2 juin 2015 qui répétait la propagande des rebelles à l'effet que le gouvernement syrien était de connivence avec l'État islamique même si le département d'État américain reconnaissait lui-même qu'il n'était pas capable de confirmer les affirmations des rebelles.

Lorsque Gordon et Barnard ont fait équipe pour couvrir la récente tragédie syrienne, ils n'ont fait preuve d'aucun scepticisme au sujet des déclarations prématurées du gouvernement américain et des rebelles syriens à l'effet que l'armée syrienne était responsable d'avoir déployé intentionnellement du gaz toxique.

Peut-être pour la première fois, le *New York Times* a cité le président Trump comme une source fiable parce que lui et son attaché de presse disaient ce que le *Times* voulait entendre, qu'Assad est sûrement coupable.



Gordon et Barnard ont aussi cité les Casques blancs controversés, ce groupe de défense civil des rebelles financé par l'occident qui a travaillé de près avec le Front Nusra d'Al Qaeda et dont les activités suspectes incluent des « sauvetages » héroïques montés de toute pièce qui sont néanmoins traités comme la pure vérité par les grands médias américains.

Dans les premières versions en ligne de l'article du *Times*, une réaction des militaires syriens était enfouie dans le 27^e paragraphe de l'article où il est indiqué : « Le gouvernement nie avoir eu recours à des armes chimiques et affirme que les insurgés et les combattants de l'État islamique se servent des gaz toxiques pour piéger le gouvernement ou en tant que mise en scène. »

Le paragraphe suivant mentionnait qu'une frappe syrienne aurait pu détruire par inadvertance un entrepôt des rebelles où du gaz toxique était entreposé.

Mais la place accordée dans l'article à cette réponse indiquait clairement que le *Times* rejette tout ce que le gouvernement Assad a dit. Au moins dans la version de l'histoire qui est parue dans le quotidien du matin, une déclaration du gouvernement se retrouvait au sixième paragraphe mais toujours entourée de commentaires exprimant que le *Times* acceptait la version des rebelles.

Après avoir noté que le gouvernement Assad nie toute implication dans l'attaque, Gordon et Barnard ajoutent : « Mais seule l'armée syrienne a la capacité et le mobile pour mener une attaque

aérienne comme celle qui a frappé la ville de Khan Cheikhoun contrôlée par les rebelles. »

Une fois de plus, ils ignorent les différentes possibilités. Une d'elles est qu'une frappe aérienne a pu faire éclater des conteneurs de produits chimiques que les rebelles avaient l'intention d'utiliser dans de futures attaques, et l'autre est que c'est une fabrication des djihadistes d'Al Qaeda pour provoquer la colère internationale contre Assad comme cela s'est produit.

Gordon et Barnard pourraient aussi se tromper sur le fait qu'Assad est le seul à avoir un mobile pour vouloir déployer du gaz toxique. Puisque les forces d'Assad ont pris le dessus sur les rebelles, pourquoi courrait-il le risque de provoquer la colère internationale à ce moment-ci ? Par contre, les rebelles, dans leur désespoir, pourraient avoir eu recours à des scènes horribles de déploiement d'armes chimiques comme moyen ultime de changer la donne.

On pousse à préjuger des choses

Rien de tout ceci ne signifie que les forces d'Assad sont innocentes mais une enquête sérieuse présente d'abord les faits puis tire une conclusion et non l'inverse.

Je suppose que mentionner ces autres possibilités peut vous attirer le titre de « défenseur d'Assad » mais le journalisme est censé interdire de préjuger d'une enquête.

Le *Times* cependant semble avoir abandonné tout souci de rassembler les faits et de les laisser parler par eux-mêmes. Le *Times* a d'ailleurs publié un article mercredi intitulé « M. Assad atteint un nouveau niveau de dépravation ».

En sautant aux conclusions, le *Times* et les grands médias font pression sur d'autres personnes importantes pour qu'elles se joignent à la condamnation, ce qui contribue à préjuger de l'enquête et à générer un momentum de guerre dangereux.

Une fois que le leadership politique prononce un jugement, il devient dangereux pour la carrière de personnalités de rang inférieur d'être en désaccord avec ces conclusions. Nous avons été témoins de cela quand les enquêteurs des Nations unies ont accepté les affirmations des rebelles sur l'utilisation de chlore gazeux par le gouvernement syrien, des accusations que le *Times* et d'autres médias reprennent maintenant comme si elles étaient de simples faits.

Pourtant, les affirmations à l'effet que les militaires syriens fabriquent des « bombes barils » à même des cartouches de chlore n'a pas de sens parce que le chlore ainsi utilisé est inefficace comme arme létale ce qui n'empêche pas que cette histoire est maintenant un élément important de la campagne de propagande des rebelles.

Les enquêteurs de l'ONU, qui subissaient une pression intense de la part des États-Unis et des pays occidentaux pour qu'ils leur fournissent quelque chose contre Assad, ont appuyé les prétentions des rebelles sur l'utilisation du chlore par le gouvernement dans une série de cas mais les enquêteurs ont aussi entendu des témoignages de résidents dans une région qui parlaient d'une attaque au chlore comme d'une simple opération de propagande.

On pourrait penser que cette preuve de mise en scène aurait accru le scepticisme face à d'autres incidents, mais il semble que les enquêteurs de l'ONU sont conscients de ce qui est bon pour leur carrière et ont donné leur appui à d'autres allégations même s'ils n'ont pu faire enquête sur le terrain. [3]

Maintenant qu'un rapport douteux de l'ONU est utilisé en ce qui concerne ce nouvel incident, une conclusion opportuniste sert à en justifier une autre. La question urgente qui se pose maintenant est

la suivante : est-ce que le peuple américain est suffisamment conscient aujourd'hui des « opérations psychologiques » et des « stratégies de communications » pour enfin faire preuve du scepticisme que l'on ne retrouve plus dans les grands médias américains ?

Notes

1. "NYT Backs Off Its Syria-Sarin Analysis," Consortiumnews.com, December 29, 2013.
2. "NYT Retracts Russian-Photo Scoop," Consortiumnews.com, April 23, 2014.
3. 3. "UN Team Heard Claims of 'Staged' Chemical Attacks," Consortiumnews.com, September 8, 2016.

(Consortiumnews.com, 5 avril 2017. Traduit de l'anglais par LML.)



Pourquoi les médias citent-ils un homme accusé d'enlèvement de journalistes comme source crédible sur l'attaque aux armes chimiques en Syrie?

- Ben Norton -

Les appels au changement de régime en Syrie inondent encore une fois les ondes et le président Donald Trump a dit qu'il envisage d'autres interventions militaires dans ce pays.

Les médias versent de l'huile sur le feu et incitent à la guerre. Une des voix les plus citées et les plus amplifiées par les médias corporatistes parmi celles qui appellent à l'intervention occidentale est Chajoul Islam, un médecin de la province d'Idlib contrôlée par Al-Qaïda. Islam accuse le gouvernement syrien d'avoir lancé une attaque aux armes chimiques contre des civils et des dizaines de grands médias le citent sans préciser que ses allégations n'ont pas été vérifiées par des sources indépendantes. Ils ont pourtant omis un fait important dans leurs reportages concernant ce médecin : il a été accusé devant les tribunaux d'avoir enlevé des journalistes en Syrie.

En octobre 2012, Chajoul Islam a été arrêté au Royaume-Uni et accusé d'avoir enlevé deux photographes, un britannique et un hollandais. Il a été accusé d'avoir soigné des djihadistes d'un groupe salafiste extrémiste en Syrie qui a retenu les journalistes en otage. L'affaire a finalement été abandonnée ainsi que les accusations portées contre Islam parce que la poursuite n'a pas été en mesure d'entendre les témoignages des victimes qui ont été les témoins clés. L'avocat a déclaré que cette restriction servait « à freiner le procès du point de vue de la poursuite ».

John Cantlie, l'un des journalistes qu'Islam a été accusé d'avoir enlevé, n'a pas pu comparaître au procès parce qu'il était encore un otage. Il a été kidnappé avec James Foley, le journaliste américain qui a été décapité devant la caméra par Mohamed Emwazi, un combattant étranger de l'EI, originaire de Londres.

Le frère cadet d'Islam, Razul, serait entré en Syrie pour se porter volontaire en tant que combattant étranger dans les rangs de l'EI.

À un moment donné en 2016, Chajoul Islam est retourné clandestinement en Syrie et il travaille maintenant à Idlib.

Même les experts pro-guerre qui ont appelé à maintes reprises à une intervention militaire occidentale en Syrie ont reconnu qu'Idlib est « le coeur d'al-Nusra », en référence à Jabhat al-Nusra, le pendant d'Al-Qaeda en Syrie.

L'Al-Qaïda syrien et d'autres groupes rebelles extrémistes ont mis sur pied un régime brutalement répressif à Idlib. Ils ont procédé à un nettoyage ethnique des minorités religieuses et ethniques et interdit la musique et ont institué un violent système théocratique dans lequel les femmes accusées d'adultère sont exécutées publiquement. Amnistie Internationale a documenté le recours par les djihadistes salafistes à des exécutions sommaires, à la torture, aux enlèvements et à la violence sectaire dans la province.

Le 3 avril, une prétendue attaque chimique à Idlib a tué des dizaines de civils. Les détails entourant l'incident ne sont pas clairs.



Lors d'une conférence de presse le 4 avril, Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, a noté : « Nous n'avons pas encore de confirmation officielle ou fiable. » Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique en matière de sécurité, a également déclaré : « Nous n'avons pas encore de preuves pour le moment. »

Une déclaration de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques n'a pas porté de blâme et a souligné qu'elle « est en train de recueillir et d'analyser des informations ».

Cependant, le gouvernement des États-Unis, qui a dépensé des milliards de dollars au cours des dernières années, à armer et former des rebelles engagés à renverser le dirigeant syrien Bachar el-Assad, a immédiatement déclaré que le gouvernement syrien avait utilisé des armes chimiques, une accusation que les gouvernements syrien et russe nient.

Les médias ont été rapides à sauter sur l'occasion et ont fait écho aux revendications du gouvernement américain. Chajoul Islam est devenu une source clé pour ce qui est de l'accusation selon laquelle le gouvernement syrien avait utilisé le sarin contre des civils.

De nombreux médias ont cité les allégations d'Islam et ce qui est affiché sur les médias sociaux, y compris *CBS News*, *Fox News*, *McClatchy*, *Daily Beast*, *Voice of America*, *New York Daily News*, *New York Post*, *CBC*, *Politico*, *Independent*, *Vocativ*, *Bellingcat*, *Euronews*, *Middle East Eye*, *Mirror*, *Métro*, *Daily Mail*, *Sun* et *UNILAD*.

NBC News et *Middle East Eye* ont publié des profils d'Islam sans l'identifier.

Même les médias de droite en faveur de Trump, qui se sont précédemment opposés à un changement de régime dirigé par les États-Unis en Syrie, ont soudainement changé leur fusil d'épaule, maintenant que le président est à bord. *PJ Media* et *Western Journalism* ont également

cité sans discrimination Chajoul Islam sans fournir de contexte.

Dans un autre reportage, *NBC News* affirme avoir parlé avec Islam, qu'il décrit comme « un chirurgien londonien qui faisait du bénévolat dans un hôpital juste à l'extérieur d'Idlib ». Le réseau ajoute qu'il « n'a pas été en mesure de vérifier sur le terrain ni l'une ni l'autre de ses affirmations. »

La plupart des médias n'offrent que des bribes d'information sur Islam, notamment qu'il a été « formé au Royaume-Uni et qu'il travaille maintenant dans le nord de la Syrie ». Aucune mention des accusations d'enlèvement.

Plusieurs médias qui répandent sans critique les allégations non vérifiées d'Islam ont déjà signalé qu'il a été autrefois chargé de travailler avec un groupe extrémiste en Syrie.

Dans les vidéos fréquemment publiées dans les médias sociaux, il appelle ouvertement à une plus grande intervention étrangère en Syrie et réitère les arguments qui ont été repris depuis des années par les partisans du changement de régime.

« Nous vous exhortons à faire pression sur votre gouvernement, à exercer une pression sur quiconque, dit-il. J'essaie d'amener les gens à prendre conscience afin qu'ils nous soutiennent et appuient notre travail et nous donnent l'équipement dont nous avons besoin pour continuer à sauver des vies. »



Islam a également affirmé que la présumée attaque chimique est l'une des causes de ces incidents, en insistant : « Ces attaques de gaz continuent tous les jours et personne ne fait rien pour les arrêter. »

Il a essayé d'effrayer les civils en Occident en affirmant : « Maintenant c'est la population civile de la Syrie : bientôt ce sera la population civile de l'Amérique, dans un métro ou quelque chose d'autre. » En réalité, les experts reconnaissent que le pendant d'al-Qaïda en Syrie, Jabhat al-Nusra, la force la plus puissante parmi les rebelles dans le pays (sous ses nouvelles appellations), représente une menace réelle pour les civils en Occident, et non le gouvernement syrien.

Les allégations d'Islam n'ont pas été vérifiées de manière indépendante et il a déclaré dans une vidéo qu'en raison de problèmes de sécurité, il ne pouvait pas partager son emplacement.

Les principaux réseaux de nouvelles ont démontré aussi un manque de scepticisme quand il s'agit de reportages sur d'autres questions concernant la Syrie. Des « militants » et des groupes rebelles ambigus engagés à renverser le gouvernement syrien, certains liés à Al-Qaeda, sont souvent cités comme des sources dans les reportages médiatiques.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme est une source de premier plan et est fréquemment décrit par les médias comme un « groupe de surveillance ». Pourtant, même le *New York Times*, qui s'appuie souvent sur les prétentions de l'OSDH, a reconnu qu'il « est pratiquement un homme-

orchestre » dirigé à partir de la maison d'un homme dans une petite ville en Angleterre qui n'a pas été en Syrie depuis plus d'une décennie.

De même, les grands réseaux d'information comme *CNN* ont cité à maintes reprises Bilal Abdul Kareem, un propagandiste pour les miliciens extrémistes djihadistes en Syrie, qui s'est intégré à la faction syrienne d'al-Qaeda, en tant que prétendu observateur indépendant de la guerre.

(AlterNet , 6 avril 2017. Traduit de l'anglais par LML.)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca